

Zeitschrift: Schweizerisches Handelsamtsblatt = Feuille officielle suisse du commerce = Foglio ufficiale svizzero di commercio
Herausgeber: Staatssekretariat für Wirtschaft
Band: 19 (1901)
Heft: 259

Heft

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 18.05.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Abonnements:

Schweiz: Jährlich Fr. 6.
2tes Semester . . . 3.
Ausland: Zuschlag des Porto.
Es kann nur bei der Post
abonnirt werden.

Preis einzelner Nummern 10 Cts.

Abonnements:

Suisse: un an . . . fr. 6.
2^e semestre . . . 3.
Etranger: Plus frais de port.
On s'abonne exclusivement
aux offices postaux.

Prix du numéro 10 cts.

Schweizerisches Handelsamtsblatt

Feuille officielle suisse du commerce — Foglio ufficiale svizzero di commercio

Erscheint 1—2 mal täglich,
ausgenommen Sonn- und Feiertage.

Redaktion und Administration
im Eidgenössischen Handelsdepartement.

Rédaction et Administration
au Département fédéral du commerce.

Paraît 1 à 2 fois par jour,
les dimanches et jours de fête exceptés.

Annoncen-Pacht: **Rudolf Mosse**, Zürich, Bern etc.
Insertionspreis: 25 Cts. die viergespaltene Borgiszeile (für das Ausland 35 Cts.).

Régie des annonces: **Rodolphe Mosse**, Zurich, Berne, etc.
Prix d'insertion: 25 cts. la ligne d'un quart de page (pour l'étranger 35 cts.).

Inhalt — Sommaire:

Handelsregister. — Registre du commerce. — Schweizerische Emissionsbanken: Notenverkehr; Monatsbilanz; Generalmonatsbilanz. — Banques d'émission suisses: Mouvement de billets; Bilan mensuel; Bilan général mensuel. — Treiber-Aktiengesellschaft.

Amtlicher Teil — Partie officielle

Handelsregister. — Registre du commerce. — Registro di commercio.

I. Hauptregister — I. Registre principal — I. Registro principale

Bern — Berne — Berna
Bureau Bern.

1901. 15. Juli. Die Firma **J. Wirz** in Bern (S. H. A. B. Nr. 309 vom 10. November 1898, pag. 1285) ist infolge Aufgabe des Geschäftes erloschen.

15. Juli. Die Firma **W. Kaiser** in Bern (S. H. A. B. 1890, pag. 191: 1896, pag. 1131, und 1898, pag. 831) ist erloschen und somit auch die an Otto Kaiser und Bruno Kaiser erteilten Prokuren dahingefallen. Aktiven und Passiven gehen über an die Firma «Kaiser & Cie».

Wilhelm Kaiser, Vater, Otto Kaiser und Bruno Kaiser, Söhne, alle von und in Bern, haben unter der Firma **Kaiser & Cie** in Bern eine Kollektivgesellschaft eingegangen, welche am 1. Juli 1901 ihren Anfang nahm und Aktiven und Passiven der erloschenen Firma «W. Kaiser» übernommen hat. Natur des Geschäftes: Papier- und Buchhandlung. Bureau: artikel, Lederwaren und feine Quincaillerie. Geschäftslokal: Spitalgasse Nr. 31, Bern.

Basel-Land — Bâle-Campagne — Basilea-Campagna

1901. 15. Juli. Die Firma «**Peter & Cie**» in Mannheim (Offene Handelsgesellschaft zwischen August Volk (in Gütertrennung lebend mit Marie, geb. Ruckenhof) und Oskar Khrner, beide von und in Mannheim (eingetragene im Handelsregister des grossherzoglich-badischen Amtsgerichts Mannheim), hat am 1. Juli 1901 in Neuweil, Gemeinde Münchenstein, eine Zweigniederlassung unter der Firma **Peter & Cie** Filiale Neuweil in Münchenstein errichtet und für dieselbe Prokura erteilt an Otto Volk, in Mannheim. Natur des Geschäftes: Spiegelfabrikation.

Tessin — Tessin — Ticino
Ufficio di Lugano.

1901. 15. luglio. La ditta **Pasq. Bianchi**, in Lugano (F. o. u. s. di c. del 6 luglio 1900, n° 243, pag. 975, e 24 dicembre 1900, n° 414, pag. 1660), aggiunge al suo genere di commercio: Bureau officielle di collocamento. Il commercio giornale di varietà ed annunci.

15. luglio. Il proprietario della ditta **E. Gerber Wälti**, in Lugano, è Ernesto Gerber Wälti, fu Federico, di Langnau (Berna), domiciliato in Lugano. La ditta conferisce procura ad Elisa Gerber-Wälti, moglie di Ernesto, pure domiciliata a Lugano. Genere di commercio: Pension e stabilimento bagni.

Wallis — Valais — Vallese
Bureau de Sion.

1901. 12. juillet. Dans sa séance du 5 juin 1901 le conseil d'administration de la Société du Chemin de fer du Gornegrat (Gornegratbahngesellschaft), société anonyme qui a son siège à Sion (F. o. s. d. c. du 14 juillet 1896, n° 197, page 816), a nommé directeur d'exploitation, avec entrée en fonctions le 25 avril 1901, Théophile Ammann, de Oerlikon, ingénieur, à Zermatt, tout en lui conférant la signature sociale collectivement avec Jean-Jacques Rudolf, président de la société, de et à Zurich; Gaspard Arbenz, de Andelfingen, ingénieur, à Zurich; Gottfried Kunz, de Diemtigen, notaire, à Bianno; Marcus Staub, directeur de banque, de et à Berne. La société est représentée et engagée vis-à-vis des tiers par la signature collective de deux des personnes sus-désignées. Jean-Baptiste Graven, de Zermatt, avocat, à Sion, ayant donné sa démission de membre du conseil d'administration; la signature collective qui lui avait été conférée est éteinte.

Neuenburg — Neuchâtel — Neuchâtel
Bureau de Cernier (district du Val-de-Ruz).

1901. 13. juillet. La raison **Veuve Perrey**, à Cernier (F. o. s. d. c. du 1^{er} juin 1883, n° 80, page 642), est radiée ensuite de renonciation de la titulaire.

13. juillet. Le chef de la maison **H. Perrey**, à Cernier, est Henri-Aldice Perrey, de Cernier, y domicilié, fils de feu Séverin-Paul Perrey. Genre de commerce: Boucherie-charcuterie, agriculture.

Bureau de Môtiers (district du Val-de-Travers).

15. juillet. Louis Joly, de Travers et Noiraigue, s'est retiré de la société en nom collectif **Joly frères**, à Noiraigue (F. o. s. d. c. du 5 mai 1890, page 365; 3 août 1896, page 897, et 20 août 1900, page 1155).

Genève — Genève — Ginevra

1901. 13. juillet. Suivant procès-verbaux de son assemblée générale du 1^{er} juillet 1901 et de sa séance de comité du 5, même mois, la société ayant pour titre **Ordre des Avocats**, dont le siège est à Genève (F. o. s. d. c. du 5 mars 1896, page 253; du 26 octobre 1897, page 1103, et du 6 décembre 1899, page 1515), a renouvelé son bureau comme suit:

Alfred Martin, président, et Eugène Privat, secrétaire, tous deux domiciliés à Genève.

13. juillet. La société en commandite **F. Polo et Cie**, Genève (F. o. s. d. c. du 6 mai 1901, page 662), est déclarée dissoute à partir du 31 juillet 1901. L'associé responsable Ferdinand Polo, d'origine italienne, domicilié à Genève, restera, dès le 1^{er} août 1901, chargé de l'actif et du passif de la maison qu'il continue seul sous la raison **F. Polo**, à Genève. Genre d'affaires: Manufacture de glaces, biseautage et argenture, encadrements, à l'enseigne et sous-titre: «Manufacture de glaces franco-italiennes». Locaux: 34, Rue de Monthoux.

13. juillet. Le chef de la maison **H. Viguié**, à la Capite (commune de Collonges-Bellerive), commencée en janvier 1901, est Hippolyte Viguié, d'origine française, domicilié à la Capite. Genre d'affaires: Entreprise de gipserie et peinture.

15. juillet. Suivant statuts révisés, adoptés en assemblée générale le 12 mai 1901 et sous la dénomination de **La Protectrice, société de secours mutuels de Dardagny-Genève**, il a été formé une société, régie par le titre 28 du C. O. qui a pour but de payer à ses membres une indemnité en cas de maladie et de pourvoir à leurs frais funéraires. Son siège est à Dardagny. Pour en faire partie il faut avoir 16 ans révolus et n'être pas âgé de plus de 40 ans, être présenté par deux membres et remplir en outre les conditions prévues, en détail, à l'art. 3 des statuts. Le droit d'entrée est fixé comme suit: fr. 10 de 16 à 20 ans; fr. 15 de 20 à 30 ans, et fr. 20 de 30 à 40 ans. Chaque sociétaire paye en outre une cotisation mensuelle de un franc. On sort de la société par démission volontaire envoyée par écrit au comité et par exclusion dans les cas prévus aux statuts. La société est administrée par un comité de 7 membres nommés chaque année par l'assemblée générale. Elle est engagée par la signature du président, du secrétaire et du trésorier. Les convocations se font par avis postaux. Les sociétaires sont dégagés de toute responsabilité personnelle à l'égard des engagements sociaux, lesquels sont uniquement garantis par l'avis social. En cas de dissolution de la société, son avoir sera remis à des œuvres de bienfaisance du canton de Genève. Le président est Jean Cuzin, domicilié à Challex (Ain); le secrétaire est François Baudet, domicilié à Dardagny, et le trésorier est Jean Denicola, domicilié à La Plaine.

Notenverkehr zwischen den schweizerischen Emissionsbanken
Mouvement de billets entre les Banques d'émission suisses
im Monat Juni 1901 — au mois de juin 1901.

Banques — Banques	Erhaltene eigene Neten Propres billets reçus	An die emittierenden Bank gesandte Billets expédiés à la Banque qui les a émis
	Fr.	Fr.
1 St. Gallische Kantonalbank	540,250	211,200
2 Basellandschaftliche Kantonalbank	63,150	15,150
3 Kantonalbank von Bern	252,800	2,179,700
4 Banca cantonale ticinese	33,750	52,550
5 Bank in St. Gallen	549,100	—
6 Crédit agricole et industriel de la Broye	20,550	6,400
7 Thurgauische Kantonalbank	102,800	59,600
8 Aargauische Bank	69,850	26,300
9 Toggenburger Bank	21,800	27,650
10 Banca della Svizzera italiana	30,600	750
11 Thurgauische Hypothekbank	18,050	11,550
12 Graubündner Kantonalbank	75,700	22,900
13 Luzerner Kantonalbank	184,600	204,550
14 Banque du commerce	426,750	340,850
15 Appenzell A. Rh. Kantonalbank	46,100	150
16 Bank in Basel	1,185,900	1,209,800
17 Bank in Luzern	66,950	4,350
18 Zürcher Kantonalbank	1,005,550	1,179,950
19 Bank in Schaffhausen	79,100	—
20 Banque cantonale fribourgeoise	22,500	50
21 Banque cantonale vaudoise	592,400	287,650
22 Erparungskasse des Kantons Uri	29,350	2,850
23 Kantonale Spar- und Leihkasse von Nidwalden	17,000	5,200
24 Banque cantonale neuchâteloise	185,950	93,600
25 Banque commerciale neuchâteloise	221,950	35,050
26 Schaffhauser Kantonalbank	32,600	23,750
27 Glarner Kantonalbank	87,900	39,950
28 Solothurner Kantonalbank	53,500	64,600
29 Obwaldner Kantonalbank	21,500	3,650
30 Kantonalbank Schwyz	58,800	39,750
31 Credito Ticinese	33,500	650
32 Banque de l'Etat de Fribourg	91,250	24,900
33 Zuger Kantonalbank	28,000	—
34 Banca popolare di Lugano	19,000	1,600
35 Basler Kantonalbank	43,950	12,450
Total	6,187,500	6,187,500
Mai - mai	10,175,000	10,175,000
April - avril	5,273,700	5,273,700
März - mars	6,861,000	6,861,000
Februar - février	16,048,650	16,048,650
Januar - janvier	12,760,400	12,760,400
Durchschnitt des II. Semesters 1900	4,318,660	4,318,660
Moyenne du II^e semestre 1900		

Schweizerische Emissionsbanken.

General-Monats-Bilanz vom 30. Juni 1901

verglichen mit dem Formonat.

	31. Mai		30. Juni	
	Fr.	Cl.	Fr.	Cl.
Passiven.				
Noten in Händen Dritter	196,243,100	—	199,098,150	—
Eigene und andere Noten in Kassa	21,698,750	—	17,026,200	—
Noten-Emission	217,936,850	—	216,124,350	—
Giro- und Cheque-Konti	25,404,342	62	27,188,091	82
Depositen- und Kassascheine	2,618,142	25	2,443,027	38
Emissionsbanken und Zweiganstalten	107,115,978	67	106,852,670	65
Korrespondenten-Kreditoren	17,008,078	96	10,762,823	47
Konto-Korrent-Kreditoren	129,184,694	93	129,410,466	10
Diverse	888,746	79	701,093	41
Andere kurzfristige Schulden	281,714,984	22	277,807,677	78
Eigen-Wechsel	5,738,122	80	6,170,492	90
Tratten und Acceptationen	15,881,000	07	16,241,721	84
Wechsel-Schulden	21,119,122	87	22,412,214	74
Konto-Korrent-Kreditoren	55,957,753	93	55,862,255	17
Sparkassa-Einlagen	289,134,362	27	289,336,613	44
Depositen-Scheine und Obligationen	615,756,667	02	621,377,202	70
Feste Anleihen	30,028,100	—	30,028,100	—
Diverse	954,598	20	888,780	10
Andere Schulden auf Zeit	991,831,481	42	996,992,951	41
Reservfonds, ordentlicher und ausserordentlicher	88,540,392	59	88,540,392	59
Gesellschafts-Konti	31,144,859	15	36,088,061	54
Eingezahltes Kapital	195,275,000	—	195,275,000	—
Eigene Gelder	264,960,251	74	269,903,454	13
Ausstehendes Kapital	7,000,000	—	7,000,000	—
	1,784,562,690	25	1,789,740,648	06
Aktiven.				
Gesetzliche Bardeckung der Noten-Zirkulation	84,674,400	—	83,895,580	—
Verfügbare Barschaft	29,605,630	—	28,731,925	—
Eigene Noten	6,250,850	—	6,385,400	—
Noten anderer schweizerischer Emissionsbanken	15,442,900	—	10,640,800	—
Uebrig Kassabestände	1,847,911	80	1,824,790	56
Kassa	137,821,691	80	131,478,495	56
Emissionsbanken und Zweiganstalten	113,123,472	92	113,710,886	30
Korrespondenten-Debitoren	49,782,520	94	53,512,588	80
Diverse	2,750,945	95	2,460,325	91
Kurzfristige Guthaben	165,656,939	81	169,683,800	51
Diskonto-Schweizer-Wechsel (inkl. Inkasso)	157,099,216	61	164,903,519	71
Wechsel auf das Ausland	54,561,432	15	50,126,967	50
Wechsel mit Faustpfand (inkl. Warrants)	48,335,877	61	48,179,160	34
Wechselforderungen	259,996,526	37	263,209,647	55
Konto-Korrent-Debitoren	224,472,503	69	223,636,802	25
Schuldscheine ohne Wechselverbindlichkeit	142,549,264	32	142,691,318	70
Hypothekar-Anlagen	652,352,127	27	655,735,541	96
Effekten (öffentliche Wertpapiere)	145,774,772	90	144,392,025	70
Liquidationen und Diverse	727,052	26	733,347	16
Andere Forderungen auf Zeit	1,165,875,719	44	1,167,189,035	77
Mobilien und Immobilien	10,839,823	24	10,908,052	82
Kommanditen und Beteiligungen	5,377,693	21	4,994,456	48
Gesellschafts-Konti	31,994,296	38	35,277,159	37
Feste Anlagen und Gesellschafts-Konti	48,211,812	83	51,179,668	67
Ausstehendes Kapital	7,000,000	—	7,000,000	—
	1,784,562,690	25	1,789,740,648	06

Banques d'émission suisses.

Bilan général mensuel du 30 juin 1901

comparé avec le mois précédent.

	31 mai		30 juin	
	Fr.	Cl.	Fr.	Cl.
Passif.				
Billets en mains de tiers	196,243,100	—	199,098,150	—
Propres billets et autres billets en caisse	21,698,750	—	17,026,200	—
Emission de billets	217,936,850	—	216,124,350	—
Comptes de virement et de chèques	25,404,342	62	27,188,091	82
Bons de caisse et de dépôts	2,618,142	25	2,443,027	38
Banques d'émission et succursales	107,115,978	67	106,852,670	65
Correspondants créanciers	17,008,078	96	10,762,823	47
Comptes-courants créanciers	129,184,694	93	129,410,466	10
Divers	888,746	79	701,093	41
Autres engagements à courte échéance	281,714,984	22	277,807,677	78
Billets à ordre	5,738,122	80	6,170,492	90
Traites et acceptations	15,881,000	07	16,241,721	84
Engagements par effets de change	21,119,122	87	22,412,214	74
Comptes-courants créanciers	55,957,753	93	55,862,255	17
Dépôts en caisse d'épargne	289,134,362	27	289,336,613	44
Bons de dépôt et obligations	615,756,667	02	621,377,202	70
Emprunts fixes	30,028,100	—	30,028,100	—
Divers	954,598	20	888,780	10
Autres engagements à terme	991,831,481	42	996,992,951	41
Fonds de réserve ordinaire et extraordinaire	88,540,392	59	88,540,392	59
Comptes d'ordre	31,144,859	15	36,088,061	54
Capital versé	195,275,000	—	195,275,000	—
Fonds propres	264,960,251	74	269,903,454	13
Capital non versé	7,000,000	—	7,000,000	—
	1,784,562,690	25	1,789,740,648	06
Actif.				
Couvertur légale des billets en circulation	84,674,400	—	83,895,580	—
Espèces disponibles	29,605,630	—	28,731,925	—
Propres billets	6,250,850	—	6,385,400	—
Billets des autres banques d'émission suisses	15,442,900	—	10,640,800	—
Autres valeurs en caisse	1,847,911	80	1,824,790	56
Caisse	137,821,691	80	131,478,495	56
Banques d'émission et succursales	113,123,472	92	113,710,886	30
Correspondants débiteurs	49,782,520	94	53,512,588	80
Divers	2,750,945	95	2,460,325	91
Créances à courte échéance	165,656,939	81	169,683,800	51
Effets escomptés sur la Suisse (y compris encaissement)	157,099,216	61	164,903,519	71
Effets sur l'étranger	54,561,432	15	50,126,967	50
Avances sur nantissement (y compris warrants)	48,335,877	61	48,179,160	34
Créances sur lettres de change	259,996,526	37	263,209,647	55
Comptes-courants débiteurs	224,472,503	69	223,636,802	25
Obligations sans engagement par lettres de change	142,549,264	32	142,691,318	70
Créances hypothécaires	652,352,127	27	655,735,541	96
Effets publics	145,774,772	90	144,392,025	70
Liquidations et divers	727,052	26	733,347	16
Autres créances à terme	1,165,875,719	44	1,167,189,035	77
Mobilier et immobilier	10,839,823	24	10,908,052	82
Kommanditen et participations	5,377,693	21	4,994,456	48
Comptes d'ordre	31,994,296	38	35,277,159	37
Placements fixes et comptes d'ordre	48,211,812	83	51,179,668	67
Capital non versé	7,000,000	—	7,000,000	—
	1,784,562,690	25	1,789,740,648	06

Nichtamtlicher Teil — Partie non officielle

Treber-Aktiengesellschaft.

Zur Zeit, als die Kasseler Trebergesellschaft sich noch bescheiden ausschliesslich mit der Trocknung von Trebern, Sägspänen und Getreide befasste und ihre Reklamen auf das bescheidenste Mass beschränkte, war die allgemeine Ansicht über diese Gesellschaft weder eine besonders gute noch eine besonders schlechte. Die Werte der Gesellschaft wurden gehandelt und man sah kein grosses Risiko, aber auch keinen grossen Segen in dem Besitz von Treberaktien. Allmählich aber, so schreibt die «Frankfurter Börsen- und Handelszeitung», veränderte sich der Status. Als im Jahre 1895 das Bergmann-Patent erworben und dies dem Publikum nach und nach bekannt wurde, stiegen die Kurse der Treberwerte ganz rapid bis auf 480 %. Als dann die Kasseler Gesellschaft den Erwerb des Bergmann-Patentes offiziell bekannt gab und die weitgehendsten Hoffnungen daran knüpfte, ja auf Jahrzehnte hinaus sichere, sehr hohe Erträge in Aussicht stellte, stiegen die Kurse nach einer Kapitalserhöhung weiter bis zu schwindelerregender Höhe. Bei der Einführung der jungen Aktien z. B. stand der Kurs bereits auf 605 %.

Die Bergmann-Patente aber wurden bereits in der ersten Zeit vielfach angezweifelt und besonders aus Amerika äusserst abfällig beurteilt. Die Trebergesellschaft schwächte diese für sie sehr ungünstigen Berichte ihrerseits dadurch ab, dass sie veröffentlichte, das Bergmann-Verfahren sei erst durch Zusatzpatente so wertvoll geworden. In der That gieng auch der grösste Teil des Publikums auf den Leim und die Agiotage der Treberwerte trieb die üppigsten Blüten. Ausserdem sorgte auch die Gesellschaft dafür, dass sie stets in aller Munde war. Heute wurde da eine Tochtergesellschaft gegründet, morgen dort. Wenn heute die alten Holzverkohler in einer Veröffentlichung das Bergmann-Verfahren als absolut unbrauchbar erklärten, kam morgen die Trebergesellschaft, die ganze Veröffentlichung sei nur vom Konkurrenzneid diktiert, und schlug laut das Tamtam für die angebliche Wunderkraft des Bergmann-Patents. Kurze Zeit später wurden dann die Zeitungen mit Inseraten der Trebergesellschaft überschwemmt. Wir glauben nicht, dass wir zu hoch greifen, wenn wir behaupten, dass die Trebergesellschaft jährlich 100,000 Mark für Annoncen verausgabt hat. Der Hauptgrund zu dieser Reklame lag jedoch nicht darin, dass die Trebergesellschaft für ihre Erzeugnisse Abnehmer suchen wollte, sondern die Presse sollte durch den ihr vorgehaltenen Köder mundtot gemacht werden. Leider ist ein grosser Teil der Presse durch pekuniäre Gründe gebunden und muss den Inserenten Rechnung tragen. Jeder kleinere Zeitungsverleger hütet sich ängstlich, irgend etwas Nachtteiliges über einen seiner Kunden zu bringen, und so blieben denn die Warnungen betr. Treberwerte lediglich auf wenige bedeutende unabhängige Zeitungen be-

schränkt. Besonders die «Frankf. Ztg.» hat der Trebergesellschaft von Anfang an mit Misstrauen gegenübergestanden und immer wieder auf ihre bedenklichen Manipulationen hingewiesen. Nun lag für die Trebergesellschaft die Gefahr vor, dass diese Artikel auch in andere Blätter übergien und dadurch die günstige Stimmung für das Kasseler Unternehmen verderben würden; flugs wurden den Zeitungen neue Köder in Gestalt der grossen Inserate und Rohlameartikel über Dr. Fischer's Essigessenzenz hingeworfen. Die kleinere und Provinzpresse schwieg und die wenigen grossen Zeitungen drangen mit ihren Warnungen nicht durch. Was sonst noch alles versucht wurde, um «Treber-Presse» zu erziehen, mag hier nicht weiter erörtert werden. Aber trotz alledem ist es auffällig, dass den immerhin verhältnismässig häufigen Warnungen so wenig Gehör geschenkt wurde. Die «Frankf. Ztg.» schreibt hierzu: Wer jetzt auf den ganzen Verlauf des Treberschwindels zurückblickt und sich erinnert an die zahlreichen Warnungen durch die Kritik und durch greifbare Tatsachen, der wird heute kaum verständlich finden, wie diese ungeheuerliche Misswirtschaft so viele Jahre sich aufrechterhalten, ja sogar als solide und aussichtsreich sich gebärden konnte. Dass in diesem Falle der Aufsichtsrat nicht als die vom Gesetz gewollte Kautele wirksam war, begriff sich allerdings, seit man wusste, dass Direktor und Aufsichtsrat mit der eigenen Gesellschaft Schiebungen machten, offenbar, um die Gründerei und Agiotage zur persönlichen Bereicherung auszunutzen. Auch dass sie hierfür sich die Mehrheit der Generalversammlungen zu sichern wussten, war so ziomlich bekannt. Allein auffällig blieb und ist noch jetzt, dass fast niemals opponierende Aktionäre auftraten, und noch mehr, dass bis in die letzte Zeit weite Kreise vertrauensselig blieben, selbst Bankfirmen, auch grössere und mittlere Kapitalisten, geschweige denn die kleinen und geschäftsunkundigen. Diese bittere Erfahrung sollte doch wenigstens für die Folge erwirken, dass den sachlich motivierten Mahnungen der Fachpresse überall gebührende Beachtung zu teil wird, seitens anderer Blätter, wie in den Geschäftskreisen und im grossen Publikum. Dies selbst dann, wenn die Warnungen nicht ganz so offen ausgesprochen worden dürfen, wie dies im letzten Akt der Treber-Tragödie zulässig wurde. Die ersten Verdachtsmomente herauszufinden, sie zutreffend zu würdigen und weiter zu verfolgen, sowie nachher sich nicht beirren zu lassen durch Beschönigungen und Schein-Erfolge, das war auch im Treber-Schwindel nicht leicht. Noch schwerer ist es in solchen Fällen, den Verdacht und die sichtlich wachsende Gefahr in sachlicher objektiver Kritik doch auch allgemein verständlich zu machen. Das Publikum muss eben auch zwischen den Zeilen lesen lernen, solange die Gesetze auch der objektiven Kritik nicht gestatten, den Schwindel, ehe er zusammenbricht, offen heraus als Schwindel zu bezeichnen.